



Il faut continuer à mettre de la pression, selon le Dr Suzuki



La Dr^e Lynn Marshall (g) décrit son propre parcours en santé environnementale et en épidémiologie. L'ambassadrice Ingrid Iremark affirme qu'une « politique environnementale énergique et exigeante » transcende les frontières politiques en Suède.

La santé et l'environnement figurent désormais parmi les priorités dans l'opinion publique. Aussi le Dr David Suzuki a-t-il incité les quelque 1 500 participants au forum public d'hier soir à continuer d'exercer de la pression en ce sens, peu importe qui gagnera les prochaines élections fédérales.

« Les politiciens ont entendu vos préoccupations en ce qui a trait à la santé et à l'environnement », dit-il. « L'important, c'est qu'elles ne perdent pas de leur acuité lorsque viendront ces élections et, après celles-ci, de vous assurer que les politiciens comprennent bien que la santé et l'environnement continuent d'être votre préoccupation numéro un. »

DANS LES COULOIRS

Une fois de retour, que ferez-vous pour mettre en pratique ce que vous avez appris au cours de cette conférence?

« Je rédige des comptes rendus systématiques sur ce qui se publie en santé publique. Donc, le plus important pour moi, ce sont les gens que j'ai rencontrés ici, universitaires ou praticiens sur le terrain, avec qui je pourrai éventuellement entrer en rapport et qui me renseigneront dans le cadre de mes différents travaux. »

– Hamilton (Ontario)

« Nous ne devons pas nous asseoir sur nos lauriers, mais être critiques face à nous-mêmes et réalistes quant à nos forces et à nos faiblesses. Il y a beaucoup de choses à tirer au clair en santé publique. Nous ne gagnerons aucune crédibilité auprès de nos pairs et de nos partenaires s'ils nous considèrent comme des moralisateurs. »

– Winnipeg (Manitoba)

« Je vois l'ancienne et la nouvelle cohorte d'intervenants, de décideurs et de chercheurs en santé publique et je me demande quels outils et quelles possibilités nous offrons aux jeunes gens pour qu'ils fassent vraiment avancer les choses. Pour moi, cette conférence est l'occasion de nous demander comment outiller la prochaine génération afin qu'elle puisse relever les défis de demain. »

– Ottawa (Ontario)

À son avis, il est erroné de percevoir les humains comme s'ils étaient distincts de l'air, de l'eau et de la terre desquels dépend leur vie. « On ne peut pas tracer une ligne et dire : l'air se termine ici et moi, je commence là », explique-t-il.

« Cette ligne n'existe pas. L'air est en nous; il se fond en nous et circule dans nos corps. Nous sommes l'air. »

En tant qu'humains, nous nous voyons comme une espèce intelligente. Mais « quelle créature intelligente, sachant qu'elle est l'air, ferait en sorte d'utiliser celui-ci comme dépotoir de produits toxiques? Voilà la crise à laquelle nous sommes confrontés. »

Plutôt que d'acheter de l'eau embouteillée à un coût au gallon plus élevé que l'essence, les canadiens devraient se préoccuper de la qualité de l'eau, soutient le Dr Suzuki, particulièrement dans les communautés autochtones.

L'ambassadrice de la Suède, M^{me} Ingrid Iremark, explique que le besoin d'une « politique environnementale énergique et exigeante » transcende les frontières politiques dans son pays. En 1999, le Parlement suédois a décidé à l'unanimité que « le but ultime consiste à remettre à la prochaine génération une société dans laquelle les problèmes environnementaux majeurs auront été résolus. »

Les suédois ont adopté une série d'objectifs en matière de qualité de l'environnement. Ceux-ci comprennent des indicateurs précis en ce qui concerne la propreté de l'air, l'absence de produits toxiques dans l'environnement, la salubrité des eaux souterraines et la propreté du cadre bâti.



Le Dr David Suzuki affirme que « Nous sommes l'air ».

suite à la page 3





Visibilité et crédibilité procèdent d'un financement permanent

Même quand les problèmes de santé publique sont bien compris, l'action qui se veut efficace exige une coordination entre les gouvernements, les professionnels de la santé et le grand public, déclare le Dr Mathias Somé, coordonnateur national de l'Association burkinabé de santé publique (ABSP), mardi matin, lors d'un atelier.

Qu'il s'agisse de dépendance au tabac ou de VIH/sida, l'action prend forme avec la compréhension commune qu'une solution existe; on peut ensuite orchestrer une mobilisation des principaux partenaires et de la société dans son ensemble. Certains travaux récents de l'ABSP ont porté sur l'accès aux soins obstétricaux d'urgence pour les femmes à revenus restreints et sur le grand nombre d'enfants ignorés par les programmes

d'immunisation internationaux. Le Dr Somé fait état de taux de couverture inférieurs à 50 % pour certains de ces programmes, bien que des recherches évaluent ces taux à 80 %.

Au cours des années à venir, dit le Dr Somé, l'ABSP aura besoin de ressources supplémentaires pour multiplier les initiatives en santé publique et resserrer les liens entre la recherche et l'action. Grâce à son récent travail, l'association a acquis une réputation nationale, mais seul un financement adéquat lui permettra de maintenir sa visibilité et sa crédibilité.

Le modérateur Jim Chauvin, directeur des Programmes de santé mondiale à l'ACSP, parle du travail accompli par l'ACSP à l'échelle internationale depuis 24 ans; il évoque l'initiative commune

avec l'association de santé publique du Soudan qui vise à renforcer les capacités des inspecteurs en santé au travail.

Depuis lors, l'ACSP a mis en place un réseau de 30 partenaires internationaux; elle est ainsi devenue la seule association de santé publique (ASP) des pays industrialisés à intervenir dans les pays en développement. M. Chauvin dit que le Programme de renforcement des associations de santé publique (PRASP) vise à aider les ASP à renforcer les capacités dans leur propre pays et à « promouvoir sans relâche la santé publique ».



M. Adonis Souloglou, directeur du marketing chez Reckitt Benckiser (Lysol) à Toronto, et M^{me} Debra Lynkowski, directrice générale de l'Association canadienne de santé publique, lancent officiellement le portail de l'ACSP sur les maladies infectieuses – qui se trouve au www.cpha.ca/fr/programs/infectious-diseases.aspx – lors de la plénière d'ouverture qui s'est tenue lundi matin. M. Souloglou souligne la détermination de Lysol à fournir de l'information publique sur le rôle important de l'hygiène en santé publique. « C'est seulement l'innovation dans les partenariats et les collaborations qui nous permettra de nous attaquer à certains problèmes que nous aurons à surmonter en ce nouveau millénaire », explique M^{me} Lynkowski.

Le petit quotidien est le bulletin officiel de la Conférence annuelle 2007 de l'Association canadienne de santé publique (ACSP), qui se tient en Ottawa du 16 au 19 septembre 2007.

Les opinions qui y sont exprimées sont celles des personnes et des organisations citées.

*Rédactrice en chef :
Judy Redpath, ACSP*

*Articles et production :
The Conference Publishers,
www.theconferencepublishers.com*

2

L'intégration de la prochaine génération

par Sarah Viehbeck

La santé publique se trouve dans une période de renouvellement à plusieurs égards – non seulement en ce qui a trait au développement des politiques et de l'infrastructure, mais aussi à la formation de la main-d'œuvre. La prochaine génération de chercheurs, de décideurs et de praticiens en santé publique doit s'intéresser à ce renouvellement pour tirer le meilleur parti de sa formation.

Le fait de susciter l'intérêt de la prochaine génération représente aussi une étape importante de l'intégration des jeunes chercheurs, décideurs et praticiens au milieu de la santé publique – qui doivent avoir le sentiment de faire partie de quelque chose de plus grand que leur travail quotidien.

À la conférence de cette année, nous continuons à miser sur les efforts déployés dans le passé : des étudiants siègent aux comités; le programme de bourses récompense plusieurs étudiants; et plus de 60 résumés d'étudiants ont été

acceptés à des fins de présentation. Certains étudiants conférenciers peuvent aussi participer à la conférence grâce à des bourses de voyage.

La santé publique est un domaine où les possibilités de doter les étudiants des compétences et de la formation propices à les intégrer au milieu sont innombrables. Cette conférence est une de ces possibilités : les étudiants qui y participent pourront se familiariser avec la culture de la santé publique et en apprendre davantage sur les questions les plus fondamentales. Comme participants et conférenciers, les étudiants participent au débat.

La présence de représentants de la prochaine génération en dit long sur l'avenir de la recherche, des politiques et des pratiques en santé publique : cet avenir s'annonce riche et prometteur.

Sarah Viehbeck est aspirante au doctorat à l'Université de Waterloo et membre du comité de direction de la conférence.



La recherche sur la santé des Autochtones doit être communautaire et culturellement appropriée



Un cinquième des gens des Premières nations n'ont aucun médecin ni aucune infirmière dans leur localité. Le tiers des jeunes chez les Premières nations ont pensé au suicide avant d'avoir atteint l'âge de 17 ans, et un dixième passe à l'acte. « Une grande partie du problème, c'est le désespoir que ressentent les communautés et la pauvreté qui submerge trop de personnes », lance M. Phil Fontaine, chef national de l'Assemblée des Premières nations, lors d'une séance plénière qui a eu lieu mardi.

DANS LES COULOIRS

Qu'avez-vous appris lors de la plénière sur les systèmes d'information géographique (SIG) et la santé publique?

« C'est un nouvel outil formidable. Nous avons déjà fait l'essai des SIG, mais cette séance nous a révélé toute l'étendue de leurs possibilités. Je crois que je suis encore plus convaincu que les SIG deviendront un outil standard dans divers domaines de la santé publique, de la prévention des blessures aux campagnes contre la grippe. »

– Montréal (Québec)

« Les SIG ont un rôle à jouer en santé publique, maintenant et à l'avenir. Il nous faut trouver de nouveaux moyens de mettre en œuvre les programmes et de cibler les populations, et cela inclut les nouvelles technologies comme les SIG. Mais avant d'y recourir, nous devons préciser leurs limites et nous assurer que la technologie est utilisée adéquatement. »

« On a parlé de la mammographie, des gens vivant dans des conditions socioéconomiques difficiles et des femmes qui ne rendent pas visite à leur médecin. Personne n'a relevé que les nouveaux canadiens n'ont pas de médecin de famille et que la plupart des médecins de famille n'acceptent pas de nouveaux patients parce qu'ils sont débordés. Il est vrai qu'on doit savoir ce qui se passe dans une certaine région, mais les SIG ne vous diront pas pourquoi les choses se passent ainsi. Ils font apparaître de nouvelles questions et contribuent à déterminer les questions à poser. »

– Ottawa (Ontario)

En tribune, les experts ont examiné ce que signifie le fait d'entreprendre, au Canada, des recherches en santé publique qui concernent les Autochtones. Tous s'entendent pour dire que la recherche doit être adaptée culturellement, communautaire là où c'est possible, et que les populations autochtones doivent en retirer des avantages concrets au chapitre de la santé.

« Les déterminants de la santé chez les Autochtones subissent l'influence des entraves sociales, économiques, culturelles et historiques; ils se trouvent aussi altérés par le manque de services de santé culturellement appropriés et de recherche sur la santé des Autochtones fondée sur des preuves et apte à guider l'élaboration des politiques et des programmes », déclare Tina Ngaroimata Fraser, d'ActNow (C.-B.) et de la Preschool Visual Screening Initiative.

« Respecter la diversité et les besoins uniques des peuples autochtones » est l'un des principes du Centre national de collaboration de la santé des Autochtones (CNCSA), dit Margo Greenwood. Nous essayons de créer les conditions ou les lieux où la transformation peut s'opérer pour l'ensemble de la population autochtone au Canada. »

Depuis trois ans, les réalisations du CNCSA doivent beaucoup à l'établissement de relations de coopération, à la mise en œuvre d'approches holistiques et au travail avec les partenaires.

Le CNCSA s'investit aussi de façon importante dans la synthèse, le transfert et l'échange de connaissances (STEC) et se penche sur la façon d'appliquer les connaissances et les bases de données entre les cultures et les communautés.

Sarah de Leeuw et Carla Lewis, du Centre d'excellence pour les enfants et les adolescents ayant des besoins spéciaux, présentent une recherche de l'Université du Nord de la Colombie-Britannique portant sur les besoins spéciaux et l'abus d'alcool ou d'autres drogues. Cette recherche traite, entre autres, des enfants autochtones et des services de protection de l'enfance. La First Nations Child & Family Caring Society of Canada a relevé que, en 2005, « les enfants autochtones à la charge des services sociaux étaient trois fois plus nombreux qu'au plus fort de l'époque des pensionnats ».

Selon le Dr Suzuki

suite de la première page

La Dr^e Lynn Marshall, de l'Ontario College of Family Physicians, décrit son propre parcours qui l'a menée à se spécialiser en santé environnementale et en épidémiologie. Le site Internet du Collège inclut dorénavant un questionnaire sur les antécédents d'exposition destiné à aider les médecins de première ligne « à commencer à rapporter cliniquement ce qu'ils voient dans leur pratique. »

Le président de l'ACSP, M. Ron de Burger, conclut en disant que les civilisations ont cherché à s'attaquer aux problèmes de santé environnementale depuis « que des villages ont commencé à se former ». Il insiste sur le besoin de redonner aux travailleurs en santé environnementale les effectifs et les moyens dont ils disposaient il y a dix ou vingt ans.



La violence « entraîne la ruine de l'idéal canadien »

La violence est « en train de ruiner l'idéal canadien », déclare le directeur de l'Institut pour la prévention de la criminalité de l'Université d'Ottawa, le Dr Irvin Waller, lors du forum de discussion organisé par Prévention de la violence Canada.

Cette année, sur les 500 000 canadiens victimes d'actes hostiles, la majorité se rendra dans les salles d'urgence plutôt que de s'adresser à la police, dit le Dr Waller. Il est donc essentiel de « mobiliser le milieu de la santé publique contre la violence ».

Le Dr David Butler-Jones, de l'Agence de santé publique du Canada (ASPC), et le Dr Robert Cormier, directeur exécutif du Centre national de prévention du crime, ont insisté sur la nécessité d'élaborer des partenariats intergouvernementaux, intersectoriels et intergénérationnels ainsi que d'appuyer les initiatives fondées sur des faits.

Comment présenter la question de la prévention de la violence de façon stratégique, compte tenu de la stratégie antidrogue du gouvernement fédéral, qui est essentiellement une stratégie de lutte contre le crime? demande un

participant. Un autre participant fait remarquer que, dans une large mesure, la société associe la violence au crime et s'inquiète de la « glorification de la violence dans le sport » et les arts, au cinéma et à la télévision.

Un participant estime que « la violence que nous perpétuons découle de la violence que nous subissons ». Un autre signale qu'il faut accorder plus d'attention à la violence au foyer, physique ou verbale. Un participant invite les délégués à participer à la Journée internationale de la non-violence, le 2 octobre 2007, à Toronto.

Selon la modératrice Marion Boyd, « la prévention du crime, bien que nécessaire, ne suffira pas à elle seule à prévenir la violence ». M^{me} Boyd fait une mise en garde contre la banalisation de la violence dans la vie quotidienne.

La coprésidente du Comité de recherche sur la violence, la Dr^e Patti Janssen, fait remarquer que « dans le monde, le Canada est le chef de file au chapitre des données sur la violence ». Elle dit souhaiter la tenue d'une conférence canadienne qui permettrait de tisser des liens avec les décideurs et de les sensibiliser à la question.

Lancement officiel de Compétences essentielles en santé publique au Canada

4 « C'est ensemble que nous allons faire la différence. » Voilà ce que déclare la coordonnatrice de Compétences essentielles en santé publique au Canada, M^{me} Carla Troy, en parlant de la coopération qui doit exister entre les diverses disciplines de la santé publique quand vient le temps de formuler des compétences essentielles. Tout en insistant sur l'importance de la collaboration et de la constitution de réseaux, elle ajoute : « Nous ne laisserons personne retourner travailler en vase clos. »

M^{me} Claire Betker, du Centre canadien de la science pour la santé humaine et des animaux de l'Agence de santé publique du Canada (ASPC), décrit brièvement le processus suivi dans la détermination des compétences essentielles, ce qui inclut une vaste série de consultations avec les intervenants de la santé publique. Des experts de diverses disciplines provenant de partout au pays expliquent ensuite leurs rôles respectifs.

L'animateur du débat, le Dr Brian Emerson, médecin-conseil auprès du ministère de la Santé de la Colombie-Britannique, applaudit au travail des participants à la table ronde et répond à pied levé aux questions du public. Même si la majorité des commentaires sont positifs, plusieurs participants suggèrent d'inclure certaines compétences essentielles dans la liste déjà établie.

À propos de ce qu'il appelle « l'incapacité notoire » de certaines autorités en place de saisir ce qui compte en santé publique, le Dr John Last recommande d'inclure le « flair politique » parmi les compétences essentielles à acquérir par les professionnels de la santé publique.



Le Dr Brian Emerson (g), du ministère de la Santé de la Colombie-Britannique, dirige une discussion sur les compétences essentielles en santé publique au Canada. Le Dr John Last considère le « flair politique » comme une compétence essentielle que les professionnels de la santé publique doivent acquérir.

Tout en reconnaissant la formidable quantité de travail que cela nécessiterait, l'un des participants dit espérer que d'autres rapports préciseront l'étendue de la santé publique, ce qui est nécessaire en égard aux incidences en matière de financement, de responsabilité et de reddition de comptes.

Un autre participant signale les insuffisances des compétences dans le domaine de l'administration, comme les budgets et l'analyse des coûts. Plusieurs participants à la table ronde laissent entendre que lors d'un sondage, la plupart des personnes interrogées ont indiqué qu'il était moins important de savoir établir un budget que d'en comprendre le contexte.

En conclusion, M^{me} Troy laisse savoir que son groupe continuera à mettre au point des outils et à promouvoir l'amélioration des compétences.